



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

MARCHÉ PUBLIC

établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Collecte de déchets non dangereux d'activités économiques

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : 2025-BSF-DCE11362

Procédure de passation : Procédure adaptée > 90 000 € HT

Sommaire

Article 1 - PRÉAMBULE.....	3
Article 2 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS.....	3
2.1 Définition.....	3
2.2 Description.....	3
2.3 Nature des déchets collectés.....	3
2.3.1 Lot 1 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques de l'état-major.....	3
2.3.2 Lot 2 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du service de diffusion de la gendarmerie	4
2.3.3 Lot 3 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du service central des réseaux et technologies avancées.....	4
2.3.4 Lot 4 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du groupement de sécurité et d'appui de Issy-les-Moulineaux.....	4
Article 3 - EXIGENCES D'EXÉCUTION.....	5
3.1 Exigences relatives aux contenants.....	5
3.2 Modalités de collecte.....	5
3.3 Quantité de déchets.....	5
3.4 Nettoyage et désinfection des contenants.....	5
3.5 Traçabilité.....	5
3.6 Correspondant.....	6
3.7 Difficultés éventuelles.....	6
Article 4 - CONTRAINTES.....	6
4.1 Connaissance des lieux et du dossier de consultation.....	6
4.2 Réglementation et législation.....	6

Article 1 - PRÉAMBULE

Ce document constitue la description technique des prestations à réaliser.
Il définit les exigences de l'acheteur dans la réalisation des prestations.

Article 2 - DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

2.1 Définition

Les déchets non dangereux d'activités économiques (DNDAE) ne sont pas générés par des ménages.

Les déchets non dangereux sont des déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.

Parmi les déchets non dangereux, il existe des déchets inertes qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas les matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Il s'agit en majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).

Les déchets que les services du COMSOPGN produisent peuvent non exhaustivement être :

- des emballages usagés (cartons, caisses, bidons...);
- des produits usagés (encombrants, consommables usagés non recyclables, équipements ou mobilier hors-service...);
- des matériaux (gravats, verre, métaux, plastique, textile, matière organique d'origine végétale);
- des déchets de production (chutes, rebuts, purges, découpes, résidus, sciures...).

2.2 Description

De façon générale, les prestations consistent à :

- mettre à disposition des contenants à déchets ;
- enlever et acheminer les déchets vers le centre de traitement approprié ;
- mettre en place des contenants vides en échange de ceux collectés ;
- assurer l'entretien des contenants ;
- traiter et valoriser les déchets collectés ;
- assurer la maintenance et les éventuelles visites de contrôle réglementaire des équipements proposés dans le cadre du marché ;
- mettre en place un compte en ligne pour chacun des lots afin de suivre l'évolution, la traçabilité et la facturation des prestations.

Le titulaire garantit que les prestations sont effectuées dans les règles de l'art et de la technique de la profession. Les matériels et équipements de sécurité respectent les normes de sécurité en vigueur.

Le titulaire propose une solution destinée à optimiser les rotations et les conséquences environnementales de ses prestations.

2.3 Nature des déchets collectés

Chaque unité dispose de déchets spécifiques propre à son activité.

Les estimations de besoin et de collecte sont indiquées pour tous les lots en annexe 1 du CCTP et sont basées sur les volumes collectés précédemment.

2.3.1 Lot 1 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques de l'état-major

Le titulaire met à disposition les contenants pour chaque type de déchets suivants :

- ♦ papier de bureau déchiqueté,

- ◆ carton,
- ◆ bois,
- ◆ métaux – ferraille
- ◆ déchets "tout-venant".

Ces déchets triés sont actuellement stockés dans des bennes.

Le titulaire assure la collecte et le recyclage des déchets enlevés.

2.3.2 Lot 2 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du service de diffusion de la gendarmerie

En raison de son activité d'impression, la collecte concerne principalement des déchets de papier et de plastique préalablement triés sur site.

Le titulaire met à disposition les contenants pour chaque type de déchets suivants :

- ◆ papier autocopiant,
- ◆ papier couleur teinté dans la masse,
- ◆ papier blanc pur,
- ◆ papier (gros de magasin et bureau),
- ◆ plaques offset (en aluminium) / métaux,
- ◆ rognures papier,
- ◆ pelliculage,
- ◆ plaques en dibon,
- ◆ plaques en plexiglass,
- ◆ plaque de forex (PVC expansé)
- ◆ carton,
- ◆ housses en plastique,
- ◆ bois,
- ◆ déchets "tout-venant",
- ◆ papier compacté (rognures en couleur), actuellement la benne est associée à un compacteur.

Le titulaire assure la collecte et le recyclage des déchets enlevés.

2.3.3 Lot 3 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du service central des réseaux et technologies avancées

Le titulaire met à disposition les contenants pour chaque type de déchets suivants :

- ◆ papier de bureau déchiqueté,
- ◆ carton,
- ◆ bois de transport (caisses et palettes),
- ◆ déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- ◆ métaux – ferraille,
- ◆ plastique,
- ◆ aérosols,
- ◆ aluminium,
- ◆ câbles,
- ◆ batteries (voiture, baie).

Ces déchets triés sont actuellement stockés dans des bennes et des bacs.

Le titulaire assure la collecte et le recyclage des déchets enlevés.

2.3.4 Lot 4 : collecte des déchets non dangereux d'activités économiques du groupement de sécurité et d'appui de Issy-les-Moulineaux

Le titulaire met à disposition les contenants pour chaque type de déchets suivants :

- ◆ déchets "tout-venant" (fauteuil, bureau, armoire et mobilier divers).

Ces déchets triés sont actuellement stockés dans une benne.

Le titulaire assure la collecte et le recyclage des déchets enlevés.

3.1 Exigences relatives aux contenants

Le type, le volume et le nombre des contenants souhaités sont précisés dans l'annexe au présent cahier.

Les bennes servant à collecter le papier et le carton doivent disposer d'un couvercle.

Les lieux de mise en place des contenants seront précisés par les correspondants techniques désignés dans le CCAP.

3.2 Modalités de collecte

Les déchets sont préalablement triés par le prescripteur dans les contenants fournis par le titulaire et dédiés à la nature de chaque déchet.

Selon les dispositions de l'article 5.3 du CCAP, le titulaire procède au vidage des contenants ou à leur échange.

Les nombres de rotation indiqués dans l'annexe au présent cahier sont donnés à titre informatifs et sont basés sur les collectes précédentes et ne constituent pas un engagement contractuel.

3.3 Quantité de déchets

Les poids collectés indiqués dans l'annexe au présent cahier sont donnés à titre informatifs et sont basés sur les collectes précédentes et ne constituent pas un engagement contractuel.

La pesée s'effectue avant ou sur le site de recyclage, puis une deuxième pesée, une fois le contenant vidé afin d'établir le volume réel des déchets.

Le poids précis de ces déchets est indiqué sur le bon de pesée qui fait seul fois pour arrêter les quantités réellement collectées.

Le titulaire transmet, sur demande du pouvoir adjudicateur, les certificats d'étalonnage et de conformité des systèmes de pesée utilisés dans le cadre du marché.

3.4 Nettoyage et désinfection des contenants

Le titulaire s'assure du bon état de propreté des contenants et le cas échéant les remplace ou procède à leur nettoyage.

Il s'assure également du bon état de propreté des abords du contenant après chaque collecte et, le cas échéant, procède à leur nettoyage.

Le nettoyage et la désinfection des contenants sont réalisés par le titulaire avec un procédé et des produits respectueux de l'environnement et de la santé.

L'administration est en droit de refuser tout contenant dont le nettoyage ne lui semble pas conforme à la procédure agréée. Dans ce cas, le titulaire se charge de remplacer sous 24 heures le contenant refusé sans que cela n'engendre de frais supplémentaires pour l'administration.

Le changement éventuel de produit ou de procédure de désinfection ne pourra pas faire l'objet d'une modification financière.

3.5 Traçabilité

Le titulaire s'engage à garantir la parfaite transparence et traçabilité liée à chaque opération de collecte.

Lors de la collecte, le titulaire établit un bordereau d'enlèvement en deux exemplaires précisant les types de déchets collectés, les jours et heures de prise en charge, la nature et le poids de chaque type de déchet comme indiqué au 5.8 du CCAP.

Ce bordereau est visé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire veille à conserver la traçabilité des déchets et le suivi des enlèvements vers le centre de tri final.

Conformément à l'article D. 543-284 du Code de l'environnement (décret n° 2016-288 du 10/03/2016 à l'article 3), le titulaire s'engage chaque année avant le 31 mars à délivrer une attestation de valorisation des déchets confiés l'année précédente. Cette attestation devra mentionner les éléments suivants :

- la quantité exprimée en tonnes des déchets confiés ;
- la nature des déchets ;
- la destination finale de valorisation.

3.6 Correspondant

Le titulaire désigne le correspondant technique du marché pour chaque lot. Il est disponible par messagerie électronique, téléphone, ou si besoin physiquement lors de réunions de manière à pouvoir assister le pouvoir adjudicateur à la première demande.

Le titulaire fournit les modalités d'accès à une plateforme informatique ou tout autre solution digitale permettant un accès dès que l'acheteur le souhaite et regroupant l'ensemble des informations souhaitées sans que celui-ci sollicite le titulaire.

3.7 Difficultés éventuelles

Le titulaire doit remonter au correspondant technique tous les constats, difficultés rencontrées, problèmes identifiés lors de la réalisation des prestations auprès du correspondant technique.

Il s'appuie dans la mesure du possible sur des documents factuels (écrits, photos...).

Dans tous les cas, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour limiter la gêne aux occupants des sites.

Article 4 - CONTRAINTES

4.1 Connaissance des lieux et du dossier de consultation

La visite des lieux est rendue obligatoire lors de la consultation, de ce fait, le titulaire est réputé :

- ♦ avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- ♦ avoir pris connaissance des possibilités d'accès, des installations où se déroulent les prestations, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc ;
- ♦ avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- ♦ avoir pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux prestations.

En conséquence, les entreprises ne pourront jamais arguer que des erreurs ou omissions les dispensent d'exécuter tous les travaux concernant leur corps d'état et les oblige à demander un supplément de prix.

4.2 Réglementation et législation

Dans l'étude et l'exécution de leur marché, les postulants doivent tenir compte des stipulations des lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes applicables aux prestations relatives au présent appel d'offre, en vigueur un mois avant la date limite de remise des offres, tels que :

- les normes Françaises homologuées par l'AFNOR ;
- les règles de sécurité permanentes pour la protection des travailleurs ;
- le Code du travail ;
- le Code de l'environnement ;
- toutes les réglementations en vigueur.

Les clauses et prescriptions énoncées ci-dessus ont un caractère général, elles demeurent implicitement applicables dans le cas de « variantes » ou de prestations modifiées le cas échéant.